

Accusé de réception en préfecture

094-219400710 - 15/10/2025- DELIB 2025-279

Date de télétransmission : 15/10/2025 Date de réception préfecture : 15/10/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE SUCY-EN-BRIE

Département du Val-de-Marne

Nombre de membres composant le Conseil Municipal

35

Présents à la séance

31

Extraits du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu de la réception en Préfecture, le 15 0 CT 2025 et de la publication le Le Maire. 15 0 CT 2025

Conseil Municipal du 13 Octobre 2025

Nº DCM: 2025-279-04S

Objet:

APPROBATION DE LA CONVENTION RELATIVE A L'OFFRE DE TESTS D'INTRUSION PROPOSEE PAR LE SYNDICAT INFOCOM'94

L'an deux mil vingt-cinq, le treize octobre à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Maison des Familles sous la présidence de Monsieur Olivier TRAYAUX, Maire. Cette réunion se tient en public dans la limite de la capacité de la salle.

Etaient présents:

M. TRAYAUX Maire en exercice, Mme FELGINES, Mr VANDENBOSSCHE, Mme PENAUD, M. CHAFFAUD, Mme TIMERA, M. BOURCIER, Mme PINTO, M. AMSLER, Mme BOURDINAUD, M. MUSSO, M. MONTEFIORE, Adjoints

Mme MILLE, M. CATINAUD, M. OFFENSTEIN, M. DAMBRIN, M. DURAZZO, Mme LAURENT, Mme CIUNTU, M. CARDOSO, Mme BLAMOUTIER, Mme GRASSER, Mme MARIE, M. BOGUET-HENARD, M. BRIE, M. GIACOBBI, Mme D'ANDREA, M. CHESNOY, M. MARASCO, Mme SIMON, Mme. ASTIC.

Absents excusés et représentés (en application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales) ayant donné pouvoir à :

M. CHARTRAIN donne pouvoir à M. CHAFFAUD Mme WESTPHAL donne pouvoir à Mme FELGINES Mme VALOEAU donne pouvoir à M. DAMBRIN M. BRAND donne pouvoir à Mme SIMON

DELIBERATION N°2025-279

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

VU la délibération n° 2025/13 du 9 avril 2025 relative à l'actualisation des tarifs des prestations du syndicat Infocom'94 pour l'année 2025,

VU la convention d'utilisation de l'offre de tests d'intrusion proposée par INFOCOM'94,

VU le rapport nº 2025-279 présenté en Commission Plénière en date du 6 octobre 2025,

Considérant le contexte de multiplication des cyberattaques visant les collectivités territoriales, la protection des systèmes d'information est devenue une priorité stratégique. Les attaques par rançongiciels, le vol de données et les intrusions malveillantes représentent des risques croissants pour la continuité des services publics et la sécurité des informations sensibles,

Considérant le rôle d'Infocom'94 dans l'accompagnement de ses adhérents dans leur démarche de cybersécurité, le syndicat a lancé une consultation dans le cadre d'un marché innovant afin de proposer via un prestataire, un service de tests d'intrusion visant à identifier les vulnérabilités des infrastructures informatiques. Cette démarche proactive permet d'anticiper les menaces et de renforcer la résilience des collectivités face aux cyberattaques,

Considérant que pour répondre à ces objectifs de cybersécurité, la prestation proposée dans ce cadre, comprend des audits externes (sites internet) et internes (Ethernet et Wi-Fi), un accompagnement et la mise à disposition d'un logiciel pour rejouer les tests d'intrusion,

Considérant l'intérêt pour la Ville de souscrire à l'offre d'INFOCOM'94,

SUR proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapporteur,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE:

<u>Article 1^{er}</u>: **D'APPROUVER** les termes de la convention relative à l'offre de tests d'intrusion à passer avec Infocom'94, Syndicat Mixte du Secteur Central du Val-de-Marne sis 92 boulevard de la Marne 94214 La Varenne Saint-Hilaire Cedex.

<u>Article 2</u>: **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention, les contrats d'accompagnement à la réalisation de tests d'intrusion et tous les documents y afférents.

Article 3: DIT que les crédits sont prévus au budget.

Cette délibération a été adoptée par 35 POUR

Pour extrait conforme,
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
En charge de l'Administration Générale,
des Assemblées et de l'Education

Céline GAULTIER

A W

Olivier TRAYAUX

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès de la Commune de Sucyen-Brie, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.